

Dazoue Dongue Guy Paulin<sup>1</sup><sup>1</sup> UNIVERSITE DE MAROUA-CAMEROUN*Received: 9 December 2017 Accepted: 5 January 2018 Published: 15 January 2018*

---

## Abstract

L'objet de ce travail est de vérifier l'impact de la gouvernance (indicateurs tels que la démocratie et la corruption) dans le lien existant entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC. Ainsi, à partir de notre modèle de données de panel dynamique mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives notamment l'aide publique au développement et nos deux indicateurs de gouvernance retenus, nous utilisons la méthode des Moments Généralisés (GMM) pour estimer notre modèle ; notre échantillon étant constitué des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, République de Centrafrique et Tchad) et notre période d'étude s'étend de 1996-2013. Les résultats obtenus indiquent la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme. Il apparait donc urgent pour les dirigeants des pays receveurs de s'atteler à reformer la qualité de leur situation démocratique tout améliorant les mesures de lutte contre la corruption pour une utilisation efficiente de l'aide notamment l'investissement dans les domaines qui pourraient propulser les pays de la zone CEMAC vers un accroissement de leur croissance.

---

**Index terms**— aide publique au développement, gouvernance, croissance économique, cemac

Effet De La Gouvernance Sur L'efficacité De L'aide Publique Au Développement Dans La CEMAC Resume- L'objet de ce travail est de vérifier l'impact de la gouvernance (indicateurs tels que la démocratie et la corruption) dans le lien existant entre l'aide publique au développement et la croissance économique dans les pays de la zone CEMAC. Ainsi, à partir de notre modèle de données de panel dynamique mettant en relation la croissance économique et les variables explicatives notamment l'aide publique au développement et nos deux indicateurs de gouvernance retenus, nous utilisons la méthode des Moments Généralisés (GMM) pour estimer notre modèle ; notre échantillon étant constitué des six pays de la zone CEMAC (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, République de Centrafrique et Tchad) et notre période d'étude s'étend de 1996-2013. Les résultats obtenus indiquent la gouvernance n'a d'effet sur l'efficacité de l'aide publique au développement qu'à long terme. Il apparait donc urgent pour les dirigeants des pays receveurs de s'atteler à reformer la qualité de leur situation démocratique tout améliorant les mesures de lutte contre la corruption pour une utilisation efficiente de l'aide notamment l'investissement dans les domaines qui pourraient propulser les pays de la zone CEMAC vers un accroissement de leur croissance.

Mots-clés: aide publique au développement, gouvernance, croissance économique, cemac.

I.

## 1 Contexte de L'étude

a relation APD -croissance économique dans les pays en développement a suffisamment alimenté de nombreux débats houleux chez les politiques, les économistes et même les spécialistes du développement. L'aide publique au développement est elle source de croissance économique ? Pour les uns comme susmentionnés, les flux d'APD n'ont pas d'effets sur la croissance et peuvent même parfois l'endommager dans les pays bénéficiaires. Pour d'autres, les flux d'APD stimulent la croissance économique dans les pays bénéficiaires. Pour une dernière catégorie, les flux d'APD ont un impact positif sur la croissance économique mais cet impact positif est conditionné par l'existence de bonnes institutions, un bon environnement politique ainsi que bien d'autres éléments ; Banque Mondiale, 1998 ; Easterly et al. 2004). Dans les pays pauvres bénéficiaires, la baisse de l'aide s'explique par le fait que son octroi

## 2 II. ETATS DES LIEUX DE LA GOUVERNANCE EN

---

46 est de plus en plus soumis à un nombre impressionnant de contraintes et d'exigences des bailleurs qui poussent les  
47 pays concernés à en réduire la demande. Il s'agit, notamment, des conditions de bonne gouvernance. L'aide n'est  
48 utile et efficace que dans les pays à faibles revenus qui pratiquent de bonnes politiques économiques et disposent  
49 d'institutions de qualité .

50 On voit donc les indicateurs de « gouvernance » apparaître dans la nouvelle littérature des APD comme  
51 éléments conditionnant l'impact des flux d'APD sur la croissance économique. En effet, l'étude de Burnside et  
52 Dollar (1997) qui a constitué une réponse aux détracteurs de l'aide publique au développement démontre que  
53 l'efficacité de l'aide est conditionnée par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires.

54 Pour certains, une bonne gouvernance démocratique permet une meilleure utilisation de l'APD qui permettra  
55 de maximiser sa productivité ; par ailleurs, la démocratie constitue chez les donateurs un critère de décision  
56 d'octroi de l'APD ; les donateurs seront susceptibles de donner plus d'APD aux pays avec de meilleures qualités  
57 démocratiques (Akramov, 2012). Pour , de bonnes politiques macroéconomiques constituent une condition  
58 fondamentale pour que l'APD booste la croissance ; ils ont trouvé que l'APD booste la croissance dans les  
59 pays avec de bonnes politiques et ont un impact négatif dans les pays avec de mauvaises politiques. L'une des  
60 caractéristiques de la bonne gouvernance (qui conditionne l'efficacité de l'aide) est que les institutions et les  
61 procédures mises en place combattent la corruption et les comportements déviants. En effet, la gouvernance est  
62 d'une importance cruciale pour la création d'un environnement commercial attractif et propice à l'investissement.  
63 Elle est, dès lors, vitale pour assurer le développement économique et, par conséquent, pour s'attaquer à la  
64 pauvreté. Par contre, la mauvaise gouvernance notamment la corruption est une réalité largement répandue  
65 dans l'ensemble des économies en développement tant au niveau du secteur public que du secteur privé (Akpo et  
66 Somakpo, 2006).

67 En outre, depuis 1994, le climat politique en zone CEMAC se caractérise par des coups d'Etats ou des  
68 tentatives, des conflits internes et transfrontaliers, des mutineries à répétition, des élections sources de violences  
69 et de contestations, la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Ce contexte ne favorise pas l'essor  
70 de la sous-région mais contribue à alimenter les craintes des investisseurs et de la communauté internationale.

71 L'objectif de ce travail est de déterminer l'incidence de la gouvernance sur la relation aide publique au  
72 développement et croissance économique en zone CEMAC.

## 73 2 II. Etats des Lieux de la Gouvernance en

74 Zone CEMAC a) Situation politique De manière générale, la région Afrique centrale est caractérisée par une  
75 certaine fragilité politique qui se retrouve à différents niveaux. Au niveau national, la situation pour un  
76 certain nombre de pays de l'Afrique centrale nécessite encore des progrès en termes de stabilité et de bonne  
77 gouvernance. Cependant, une amélioration sensible peut être observée en termes de mise en place des structures  
78 démocratiques nationales, et certains progrès observés dans le domaine de la gouvernance politique (notamment  
79 au niveau électoral) sont encourageants. Les tensions politiques persistent néanmoins dans la région et trouvent  
80 généralement leur origine dans l'absence d'alternance politique, les faiblesses dans la protection des droits de  
81 l'homme, le manque de transparence dans la gestion des ressources, et la faiblesse et marginalisation de la société  
82 civile. La consolidation du système juridique dans le cadre de l'État de droit est un enjeu permanent dans  
83 la région. La faiblesse des médias, le peu de diffusion de la presse écrite et la liberté d'expression limitée des  
84 journalistes dans certains pays, nuisent aussi au développement de la démocratie dans la région. L'idée générale  
85 étant que, en détruisant les actifs physiques et humains et en détournant les dépenses publiques d'activités  
86 productives, l'instabilité politique déprime la croissance économique. Collier (1999) trouve qu'en moyenne une  
87 guerre civile fait perdre habituellement à un pays plus de 2% par an de son PIB par habitant par rapport à ce  
88 qu'il aurait réalisé sans la guerre. Pour la Banque Mondiale (2001), l'instabilité politique est l'un des facteurs  
89 internes qui explique le déclin de la croissance économique des pays africains depuis le début des années 1970.

90 Dans la plupart des tensions et conflits dans la région, il existe des interactions entre dimensions intérieures  
91 et extérieures au pays. L'impact des conflits aux portes de la région, surtout dans la zone des Grands Lacs et au  
92 Darfour, constitue un facteur d'instabilité. Si la situation s'est améliorée depuis la fin des années 1990, certaines  
93 crises persistent. La situation sécuritaire diffère selon les pays: le Tchad subit une crise intérieure et extérieure,  
94 alors que la RCA, en situation post-conflit, peine à éliminer les éléments perturbateurs issus des crises récentes.  
95 Le Congo est quant à lui dans une phase finale d'apaisement. Ce contexte .

96 Depuis la création de la CEMAC, le 16 mars 1994, les pays de l'institution ont connu chacun des fortunes  
97 diverses. Cela s'est traduit par des périodes de relative stabilité politique et/ou de croissance économique soutenue  
98 et un environnement social acceptable. Seulement la majeure partie du temps, les pays de la CEMAC se sont  
99 confrontés à des crises politiques et socioéconomiques conduisant à des conflits importants. Ce contexte a  
100 contribué à pérenniser la pauvreté au sein d'une frange considérable de la population de façon à la rendre  
101 vulnérable. Aujourd'hui encore, des poches de tensions existent un peu partout au sein de la zone CEMAC  
102 et les indicateurs socioéconomiques ne sont pas toujours rassurants. Plusieurs paramètres, aussi bien internes  
103 qu'externes, expliquent ce contexte. De même, pris séparément, les situations se traduisent différemment au  
104 Cameroun, au Congo, au Gabon, en Guinée équatoriale, en RCA et au Tchad. Les pays de la sous-région Afrique  
105 centrale sont réputés pour leurs climats politiques plutôt instables. Les membres de la CEMAC n'échappent pas  
106 à cette caractéristique et ce d'autant plus que la création de l'institution n'a pas véritablement modifié cette tare,

---

107 à quelques rares exceptions près. Ce contexte ne favorise pas l'essor de la sous-région mais contribue à alimenter  
108 les craintes des investisseurs et de la communauté internationale.

109 De manière générale, depuis 1994, le climat politique en zone CEMAC se caractérise par des coups d'Etats  
110 ou des tentatives, des conflits internes et transfrontaliers, des élections sources de violences et de contestations,  
111 la situation des droits de l'homme sujette à controverses. Bien que n'ayant pas atteint la moyenne, la stabilité  
112 politique s'est améliorée passant de -1,5 en 2002 à environ -0,5 en 2013.

### 113 3 b) La démocratie

114 Dans la zone CEMAC, la démocratie devient de plus en plus une réalité affichée, même si sa pratique laisse  
115 parfois à désirer. La démocratisation a favorisé la liberté d'opinion, malgré l'inégale répartition du pouvoir  
116 entre le législatif, le judiciaire et l'exécutif qui détient généralement la réalité du pouvoir. Les politiques de  
117 libéralisation favorables à la privatisation, particulièrement dans les satellites de l'ancienne Union Soviétique  
118 (Congo) et dans certains pays conservateurs (Cameroun) sont de plus en plus prônées par les gouvernants. La  
119 politique économique est débattue actuellement au Parlement des pays de la CEMAC, ce qui n'était pas le cas  
120 il y a quelques années. La démocratie crée un cadre légal qui protège le droit des investisseurs qu'ils soient  
121 nationaux ou étrangers. Mais la démocratie n'est pas signe de la réussite si les institutions viables ne sont pas  
122 introduites et si les pays manquent des capitaux pour construire des infrastructures nécessaires, ce qui est le cas  
123 de plusieurs pays africains, aux dires d'Addison ??2003). De plus, la démocratisation n'est pas synonyme de la  
124 stabilité macro-économique. Nous relevons que de façon générale la situation démocratique de la zone CEMAC  
125 n'a cessé de se détériorer durant notre période d'étude.

### 126 4 c) La corruption

127 La corruption est l'un des phénomènes socioculturels observés dans la plupart des administrations publiques  
128 (police, impôts, santé, douane, transport, etc.), mais aussi privées des pays du continent. Aucun indicateur de  
129 gouvernance n'attire sans doute plus l'attention des médias que l'indice de perception de la corruption (IPC)  
130 publié tous les ans depuis 1995 par « Transparence internationale » (TI). Les investisseurs, les bailleurs de fonds,  
131 les analystes et les universitaires s'en servent également abondamment. L'indice de perception de la corruption  
132 (IPC) de TI définit la corruption comme l'abus d'une charge publique à des fins d'enrichissement personnel.  
133 Établi à partir de données recueillies par 13 institutions internationales parmi lesquelles la Banque mondiale, les  
134 banques asiatique et africaine de développement ou encore le Forum économique mondial -cet indice est compris  
135 entre zéro pour un pays perçu comme « hautement corrompu » et 100 pour un pays considéré comme « très  
136 vertueux ». La Banque mondiale produit deux séries d'indicateurs de gouvernance. La première est publiée tous  
137 les deux ans depuis 1996 par Daniel Kaufmann et ses collègues du WBI. La seconde est composée des évaluations  
138 des performances des politiques et des institutions des pays (Country Policy and Institutional Assessments,  
139 CPIA), réalisées tous les ans par le personnel de la Banque mondiale (ses équipes pays) pour évaluer la qualité  
140 des politiques et cadres institutionnels des pays emprunteurs afin de lutter contre la pauvreté, promouvoir une  
141 croissance durable et utiliser judicieusement l'aide au développement. La corruption a pris de l'ampleur dans  
142 la sous-région CEMAC avec la montée de la pauvreté et la clochardisation du personnel administratif à la suite  
143 de l'implémentation des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) et la dévaluation économique au milieu  
144 des années 1990. La corruption a eu pour conséquences, de réduire les ressources des Etats, d'amoinrir les  
145 revenus des populations et surtout, de nuire aux climats des affaires et donc, de la libre circulation des facteurs  
146 de production de richesses.

147 L'aide publique au développement est concernée de deux manières par la corruption. La première est que  
148 les modalités d'aide au développement sont souvent « vulnérables » à la corruption. La deuxième est liée à  
149 l'éventualité que le flux d'aide contribue à des niveaux élevés de corruption dans les pays bénéficiaires.

150 Ces dernières années, les chercheurs ont essayé de déterminer quelles étaient les modalités de l'aide les moins  
151 susceptibles de générer de la corruption. Les preuves ont manqué pour différencier les avantages de l'appui au  
152 budget par rapport à l'appui au projet en matière de lutte contre la corruption. En revanche, il a été démontré  
153 qu'il est préférable d'utiliser d'autres modalités que l'appui budgétaire dans les pays qui reçoivent le plus d'aide  
154 internationale alors qu'il existe déjà un niveau élevé de corruption. L'aide publique au développement peut  
155 également générer de la corruption dans les pays bénéficiaires en apportant des ressources susceptibles d'être  
156 accaparées. Pourtant, l'efficacité de l'aide dépend en grande partie de la qualité des politiques publiques et de  
157 la gouvernance autant du côté des agences bilatérales de développement que des pays bénéficiaires. En l'absence  
158 de bonne gouvernance, l'effectivité de l'aide décline en raison des déperditions de fonds au niveau des projets  
159 de développement ou des budgets nationaux et ce en raison des problèmes de corruption. La corruption peut  
160 intervenir à toutes les étapes de l'aide internationale, de la définition du projet jusqu'au processus d'appel d'offre,  
161 de la mise en oeuvre jusqu'à l'audit du projet. La corruption peut être créée en passant contrat avec des entreprises  
162 inefficaces et incompétentes pour livraison de services à des coûts trop élevés et dans une mise en oeuvre d'aide  
163 aux projets inappropriée et parcellaire. Le danger de la corruption dans l'aide publique au développement est  
164 évident : l'assistance est détournée de ses objectifs de départ par des politiciens corrompus et des agents publics et  
165 elle est dépensée pour fournir des plus grandes opportunités d'enrichissement personnel. Ce sont les populations  
166 pauvres, les plus vulnérables et les personnes privées du droit de vote qui souffrent.

167 Ce phénomène qui gangrène pratiquement toute l’Afrique, a plus d’ampleur en zone CEMAC, dont les pays  
 168 membres partagent les dernières places du classement. L’Indice de Perception de la Corruption avec les pays en  
 169 perpétuel conflictualité Comme en témoigne le Baromètre mondial de la corruption 2009 publié par Transparency  
 170 International. Il ressort de l’analyse de la corruption qu’elle n’est pas le fait le plus souvent du secteur privé,  
 171 quand il fonctionne librement, mais d’abord du secteur public, livré à toutes les tentations des hommes de l’Etat.  
 172 Les fonds d’aide publique venus des pays riches sont systématiquement détournés. La lutte contre la corruption  
 173 passerait donc en priorité par l’introduction de la bonne gouvernance (Sommo Pende, 2010).

174 « L’Indice de perception de la corruption 2014 montre que les abus de pouvoir des responsables

## 175 5 Revue de la Littérature

176 Afin d’estimer l’efficacité de l’aide en termes de croissance, Burnside et Dollar (1997) estiment une équation de  
 177 croissance qui met en relation une variable d’aide et un terme d’aide en interaction avec un indicateur de politique  
 178 économique. La qualité des politiques macro-économiques est déterminée par la maîtrise de l’inflation, l’équilibre  
 179 budgétaire et la mise en oeuvre d’une politique d’ouverture commerciale. L’interaction de l’aide publique au  
 180 développement avec l’indice de politique économique permet d’étudier l’impact des politiques économiques sur  
 181 l’efficacité de l’aide au développement en termes de croissance. Leurs résultats économétriques montrent un  
 182 coefficient positif et statistiquement significatif au seuil de 1% du terme croisé de l’aide avec l’indicateur de  
 183 politique économique. Burnside et Dollar (1997) concluent que l’aide n’est efficace en termes de croissance que  
 184 dans un environnement macroéconomique de bonne qualité. Dans ce cas, l’aide n’est efficace en termes de  
 185 croissance uniquement dans les pays en développement qui présentent de bonnes politiques économiques. On  
 186 peut alors dégager le principe de sélectivité des pays bénéficiaires et le principe de conditionnalité basée sur la  
 187 qualité des politiques économiques.

188 Burnside et concluent que l’aide au développement favorise la croissance économique seulement dans les pays  
 189 qui adoptent de bonnes politiques macroéconomiques.

190 Easterly, Levine et Roodman (2004) ont constaté que les résultats obtenus par ne font pas l’objet des tests de  
 191 robustesse. Ils reprennent le modèle de Burnside et pour un échantillon plus large. Leurs résultats d’estimation  
 192 montrent que le terme d’interaction entre l’aide reçue et l’indice de politique économique est statistiquement non  
 193 significatif au seuil de 1%. Ils concluent que l’efficacité de l’aide au développement en termes de croissance ne  
 194 dépend pas de politiques économiques menées par les pays récipiendaires.

195 Selon Bauer (2000), l’aide constitue une ressource discrétionnaire qui peut être utilisée par l’exécutif à des fins  
 196 de manipulation du processus électoral et d’accroissement des dépenses militaires. Une analyse récente de IV.

## 197 6 Methodologie de L’étude

198 Nous travaillons sur un panel des six (6) pays de la CEMAC sur la période 1996-2013 (18 années) pour mesurer  
 199 l’influence des deux indicateurs de la gouvernance sur la relation aide publique au développement-croissance  
 200 économique.

201 Empiriquement, il s’agit pour nous d’étudier deux relations économétriques suivant les deux indicateurs de  
 202 gouvernance retenus. On s’appuie sur la revue de la littérature qui a trouvé plusieurs variables qui seraient des  
 203 déterminants de la croissance économique. Dans ce chapitre, il sera donc question pour nous de présenter les  
 204 modèles économétriques en panel dynamique étudiés, les variables dudit modèle, la source des données, les tests  
 205 appliqués (pré et postestimation) et les méthodes d’estimations.

206 V.

## 207 7 Spécification des Modèles Econométriques

208 Les données que nous utilisons sont de source secondaire et proviennent des bases officielles de la Banque Mondiale  
 209 en ligne notamment les World Development Indicators 2014 (WDI, 2014) ainsi que la base de Kaufmann pour la  
 210 gouvernance.

## 211 8 a) Expression du modèle

212 A partir du modèle théorique de croissance endogène, le modèle empirique inspiré des travaux de Burnside  
 213 et sera formulé ainsi qu’il suit: ( ) ( ) 2 , , 1 , 1 2 , 3 , 4 5 , , , \* \*

## 214 9 NB

215 Conscients de ce que des corrélations mécaniques peuvent être construites entre les variables, nous avons utilisé  
 216 une méthodologie économétrique bien plus robuste pour déterminer l’impact de l’APD sur la croissance dans un  
 217 contexte de démocratie et dans un contexte de corruption.

218 : \* traduit la significativité au seuil de 10% Ce test de significativité des corrélations suggère qu’il n’y a pas  
 219 de corrélation significative entre le taux de croissance du PIB et toutes les variables susmentionnées.

---

## 220 10 VII.

### 221 11 Resultats des Estimations

222 Notre premier objectif spécifique consistait à déterminer l'incidence de la démocratie dans la relation Aide  
223 Publique au Développement -Croissance économique dans la zone CEMAC. Avant de procéder à l'interprétation  
224 de nos variables, il convient d'évaluer la pertinence et la robustesse du modèle tout entier. Des dix (10) variables  
225 explicatives dont est constituée notre modèle (txpib (-1), apd, corr, apdsq, apdcorr, apdsqcorr, ide, ido, doe,  
226 dvpfi1), six d'entre elles sont significatives (txpib (-1), corr, apdsq, apdcorr, apdsqcorr, dvpfi1) et quatre d'entre  
227 elles sont en revanche non significatives (apd, ide, ido, doe). Autrement dit, le taux de croissance en valeur  
228 retardée, l'aide publique au développement à long terme, la corruption, l'aide publique au développement à  
229 court terme associée à la corruption, l'aide publique au développement à long terme associée à la corruption, le  
230 développement financier ont un effet statistiquement significatif sur la croissance économique dans la CEMAC.  
231 En revanche, l'aide publique au développement (apd), l'investissement direct étranger (ide), le degré d'ouverture  
232 commerciale de l'économie (doe), l'investissement domestique (ido) n'ont pas d'effet significatif sur la croissance  
233 des pays de la CEMAC. L'examen de ces variables significatives prises individuellement suggèrent que : le taux  
234 de croissance retardé à un effet positif et significatif sur le taux de croissance courant ; en effet, une augmentation  
235 du taux de croissance de la période précédente de 1 point va entraîner une augmentation du taux de croissance  
236 de la période courante de 0,11 points. Ce coefficient ne vérifie pas l'hypothèse de convergence conditionnelle qui  
237 veut que le coefficient de la variable retardée soit négatif et significatif pour assurer l'effet de rattrapage. La  
238 variable d'interaction entre l'APD à court terme et la corruption à un effet négatif et significatif sur la croissance  
239 ; en effet, une augmentation de l'aide de 1 point va entraîner une diminution de la croissance de 7,35 point. Ceci  
240 implique que dans un contexte de corruption avancé, l'APD sera un frein à la croissance économique car ces  
241 flux seront détournés à des fins individuelles et ne serviront pas la cause qu'ils sont supposés servir. La variable  
242 d'interaction entre l'APD à long terme et la corruption à un effet positif et significatif sur la croissance ; en effet,  
243 une augmentation de l'aide à long terme de 1 point va entraîner une augmentation de la croissance de 0,6 point.  
244 Ceci implique qu'à long terme, les stratégies de lutte contre la corruption auront atteints des résultats tels que  
245 les flux d'APD aient un impact positif sur la croissance. Ceci confirme les études menées par Lensink et White  
246 (2000), Dalgaard et Hansen (2001), ayant abouties à des implications politiques. En effet, pour eux, l'aide est  
247 plus efficace dans un bon environnement macroéconomique et institutionnel avec une bonne gouvernance.

### 248 12 Tableau 4

249 Le développement financier a un effet positif et significatif sur la croissance économique dans la CEMAC ; en  
250 effet, une augmentation de l'APD de 1 point va entraîner une augmentation de la croissance de 0,9 points.

## 251 13 VIII.

### 252 14 Conclusion

253 Il ressort globalement de ces estimations que l'aide publique n'a pas d'effet significatif sur la croissance dans la  
254 CEMAC mais que dans le contexte de corruption qui est le sien, il aurait un effet négatif sur la croissance. En  
255 revanche, à long terme, les efforts de lutte contre la corruption engagés par les Etats de la zone permettront que  
256 l'APD ait un effet positif et significatif sur la croissance dans ce contexte-là. Ces résultats sont conformes aux  
257 études menées par Burnside et Dollar (1997) pour lesquelles l'aide publique est efficace dans les économies  
258 qui pratiquent des politiques économiques saines. <sup>1 2</sup>

---

<sup>1</sup>Year 2018 © 2018 Global Journals Effet De La Gouvernance Sur L'efficacité De L'aide Publique Au Développement Dans La CEMAC

<sup>2</sup>© 2018 Global Journals Effet De La Gouvernance Sur L'efficacité De L'aide Publique Au Développement Dans La CEMAC

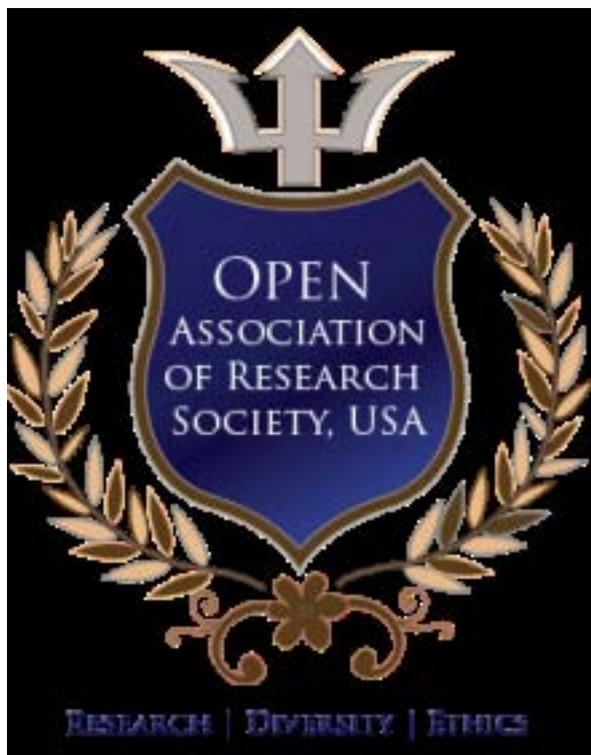


Figure 1:

---

qualité  
de  
la  
III.

-L'OCDE, à travers l'initiative "Metegora" relève 144 approches différentes de mesures de la gouvernance pa

(MAEP) existant dans le cadre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

(NEPAD), et le "Worldwide GovernanceIndicator"  
(WGI) de la Banque Mondiale.

-La Commission Européenne élabore des "profils de  
gouvernance" depuis 2008, qu'elle utilise pour  
évaluer la qualité de la gouvernance des pays  
auxquels elle apporte un appui au développement.

-Au sein du NEPAD, l'évaluation de la gouvernance  
se fait par le Mécanisme Africain d'Evaluation par  
les Pairs (MAEP).

-CPIA (Country Policy and InstitutionalAssessment)  
de la Banque mondiale a recours à une fiche  
d'évaluation

"pas  
partout"  
controversée.

L'Evaluation politique et des institutions nationales  
pour noter les gouvernements emprunteurs. Les  
notations de la CPIA sont préparées tous les ans et  
consistent en 20 critères (rassemblés en quatre  
groupes) liés à la performance de la politique et des  
institutions d'un gouvernement.

-ICRG (International Country Risk Guide) de  
PoliticalRisk Services Group depuis 1980 et connu  
sous la rubrique de risques politiques. Ces  
indicateurs représentent quatre mesures de qualité  
institutionnelle : l'efficacité gouvernementale ou la

Figure 2:

a) Resultats Des Tests De Stationnarite d'Im, Pesaran Et Chin

Tableau 1 : Résultat du test de s

Variables	statsProb
APD	- 0,000
TX	-3 0,001
PIB	,71***
IDE	- 0,004
IDO	- 0,004
DOE	- 0,062
DVP	- 0,003
Fi1	2,76***
DVP	- 0,057
Fi2	1,58*
DEMO	- 0,162
CORR	- 0,176
APD	- 0,000
2	5,37***
APD*	- 0,003
CORR	4,92***
APD*	- 3,424***

14 it Croiss DEMO APD 2 \* , it , 1 it Croiss ? est le taux de croissance du PIB réel par tête du pays i à

Vol-  
ume  
XVIII  
Is-  
sue  
VI  
Ver-  
sion  
I  
E -  
)  
- de croissance de la population, ?  
Global  
Jour-  
nal  
of  
Hu-  
man  
So-  
cial  
Sci-  
ence  
(

X est le vecteur constitué des autres var

Les différentes variantes du modèle ci-dessus seront obtenues en rempla

relation entre l'aide publique au développement et le Il sera essentiellement question de faire une taux de

- 259 [Avenue] , Avenue . Charleston, IL 61920, USA.
- 260 [Aid] , Aid . University of Nottingham (CREDIT Research paper, n°01/13)
- 261 [Kaufmann et al. (1999)] , D Kaufmann , A Kraay , P Zoido-Lobaton . *Governance Matters* 1999. October 1999.
- 262 The World Bank. (Policy Research Working Paper)
- 263 [ Working Paper Series ()] , *Working Paper Series* 2004.
- 264 [Mcgillivray and Morrissey ()] , M McGillivray , O Morrissey . *A Review of Evidence on the Fiscal Effects* 2004.
- 265 [Bulír and Et Lane ()] *Aid and Fiscal Management*, A Bulír , T Et Lane . WP/02/112. 2002. Washington, DC.
- 266 (IMF Working Paper)
- 267 [Gomanee and Morrissey ()] *Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: Accounting for Transmission Mechanisms*,
- 268 K Gomanee , Girmaet Morrissey , O . 2002. Angleterre. Université de Nottingham (Research Paper 02/05.
- 269 l')
- 270 [Gomanee et al. ()] 'Aid and growth in Sub-Saharan Africa: accounting for transmission mechanisms'. K
- 271 Gomanee , S Girma , O Morrisey . *Journal of International Development* 2005. 17 (8) p. .
- 272 [Levy ()] 'Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: The Recent Experience'. V Levy . *European Economic Review*
- 273 1988. 32 (9) p. .
- 274 [Hansen and Et Tarp ()] *Aid and Growth Regressions*, H Hansen , F Et Tarp . 2000. Université de Nottingham,
- 275 Angleterre (Research Paper 00/07.1')
- 276 [Hansen and Tarp ()] 'Aid and Growth Regressions'. H Hansen , F Tarp . *Journal of Development Economics*
- 277 2001. 64 (2) p. .
- 278 [Guillaumont and Chauvet ()] 'Aid and Performance: A Reassessment'. P Guillaumont , L Chauvet . *Journal of*
- 279 *Development Studies* 2001. 37 (6) p. .
- 280 [Gemmell and Et McGillivray ()] *Aid and Tax Instability and the Government Budget Constraint in Developing*
- 281 *Countries*, N Gemmell , M Et McGillivray . 1998. Angleterre. Université de Nottingham (Research Paper
- 282 98/1.1')
- 283 [Hansen and Et Tarp ()] *Aid Effectiveness Disputed*, H Hansen , F Et Tarp . 1999. Université de Nottingham,
- 284 Angleterre (Research Paper 99/10.1')
- 285 [Hansen and Tarp ()] 'Aid Effectiveness Disputed'. H Hansen , F Tarp . *Journal of International Development*
- 286 2000. 12 (3) p. .
- 287 [Bulír and Hamann ()] 'Aid Volatility: An Empirical Assessment'. A Bulír , J Hamann . *IMF Staff Papers* 2003.
- 288 50 p. .
- 289 [Rajan and Subramanian ()] 'Aid, Dutch disease, and Manufacturing Growth'. R G Rajan , A Subramanian .
- 290 *Journal of Development Economics* 2011. 94 (1) p. .
- 291 [Papanek ()] *Aid, Foreign Private Investment, Savings, and Growth in Less*, G F Papanek . 1973.
- 292 [Burnside and Et Dollar ()] 'Aid, Policies and Growth'. C Burnside , D Et Dollar . *American Economic Review*
- 293 2000. 90 (4) p. .
- 294 [Burnside and Dollar (1997)] 'Aid, Policies, and Growth'. C Burnside , D Dollar . *Policy Research Working Paper*
- 295 1997. September, 2000. World Bank. (1777) . (American, Economic Review)
- 296 [Easterly et al. ()] 'Aid, Policies, and Growth: Comment'. W Easterly , R Levine , D Roodman . *American*
- 297 *Economic Review* 2004. 94 (3) p. .
- 298 [Burnside and Dollar ()] 'Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence'. C Burnside , D Dollar . *Policy*
- 299 *Research Working Paper Series* 2004. World Bank. 3251.
- 300 [Collier and Et Dehn ()] 'Aid, Shocks and Growth'. P Collier , J Et Dehn . *World Bank Working Paper No. 2688*,
- 301 (Washington, D. C) 2001.
- 302 [Akpo ()] Somakpo Akpo . *Gouvernance et efficacité des politiques de financement du développement*, 2006.
- 303 [Odedokun ()] *Analysis of Deviations and Delays in Aid Disbursements*, M Odedokun . 2003. 2003/26.
- 304 [Gupta and Pattillo C. Etwagh ()] *Are Donor Countries Giving More or Less Aid? IMF Working Paper*
- 305 *WP/06/1*, S Gupta , S Pattillo C. Etwagh . 2006. Washington, DC.
- 306 [Lensink and White ()] 'Assessing Aid: A Manifesto for Aid in the 21st Century?'. R Lensink , H White . *Oxford*
- 307 *Development Studies* 2000. 28 (1) p. .
- 308 [Armah ()] 'Assessing marketing and aid strategies to stimulate economic growth in Sub Saharan Africa'. E S
- 309 Armah . *Doctor of Philosophy Thesis in Agricultural and Consumer Economics; University of Illinois*,
- 310 (Urbana) 2012.
- 311 [Banquemoniale ()] Banquemoniale . *Assessing Aid: What Works, What Doesn't, and Why*, (New York) 1998.
- 312 Oxford University Press.

## 14 CONCLUSION

---

- 313 [Brautigam and Knack ( )] & Brautigam , Knack . *Foreign Aid, Institutions, and Governance in Sub-Saharan*  
314 *Africa*, 2004.
- 315 [Easterly ( )] ‘Can Aid Buy Growth?’. W Easterly . *Journal of Economic Perspectives* 2003. 17 (3) p. .
- 316 [Boone ( )] *Center for Economic 23. Performance Working Paper, n°677*, P Boone . 1994. London School of  
317 Economics (The impact of foreign aid on savings and growth)
- 318 [Doucouliagos and Paldam ( )] ‘Conditional aid effectiveness: a meta-analysis’. H Doucouliagos , M Paldam .  
319 *Journal of International Development* 2009. 21 (7) p. .
- 320 [Mc Gillivray et al. ( )] ‘Controversies over the impact 60. of development aid: it works’. M Mc Gillivray , S Feeny  
321 , N Hermes , R Lensink . *Journal of International Development* 2006. 18 (7) p. . (it doesn’t; it can, but that  
322 depends)
- 323 [Clemens et al. ( )] *Counting Chickens when They Hatch: The Short Term Effect of Aid on Growth*, M A Clemens  
324 , S Radelet , R Et , Bhavnani . 2004. Centre for Global Development (Working Paper)
- 325 [Moyo ( )] ‘Dead Aid: Why aid is not working and how there is a better way for’. D Moyo . *Africa* 2009.
- 326 [Developed Countries Journal of Political Economy] ‘Developed Countries’. *Journal of Political Economy* 81 (1)  
327 p. .
- 328 [Rajan and Subramanian ( )] ‘Does Aid Affect Governance?’. R Rajan , A Subramanian . *American Economic*  
329 *Review* 2007. 66 p. . (Review)
- 330 [Rajan and Subramanian ( )] ‘Does Aid Affect Governance?’. R Rajan , A Subramanian . *American Economic*  
331 *Review* 2007. 97 p. .
- 332 [Armah (2010)] ‘Does political stability improve the aid-growth relationship? A panel evidence on selected sub-  
333 Saharan African countries’. E S Armah . *African Review of Economics and Finance* 2010. Dec 2010. 2.
- 334 [Akramov (2012)] *Foreign aid allocation, Governance’ and Economic Growth*, K Akramov . 2012. November  
335 2012. International Food Policy Research Institute.
- 336 [Hatemi ( )] ‘Foreign aid and Economic Growth: new evidence from Panel cointegration’. Irandous Hatemi .  
337 *Journal of Economic Development* 2005. 30 (1) .
- 338 [Karras ( )] ‘Foreign aid and long-run economic growth: Empirical evidence for a panel of developing countries’.  
339 G Karras . *Journal of International Development* 2006. 18 (7) p. .
- 340 [Biboh ( )] *Foreign aid, governance quality, and economic growth in developing countries*, N H Biboh . 2006.  
341 (Thesis for Master of Philosophy in Environmental and Development Economics)
- 342 [Bashir ( )] ‘Foreign Assistance and Economic Growth in Nigeria: The Two-Gap Model Framework’. Bashir .  
343 *American International Journal of Contemporary Research* 2013. 3 (10) .
- 344 [Ahmed and Et Abdul Wahad ( )] *Foreign assistance and economic growth: evidence from Pakistan*, V Ahmed ,  
345 M Et Abdul Wahad . 2011. 1972 -2010. April 2011. p. 24.
- 346 [Kaufmann et al. ( )] ‘Governance Matters III: Governance Indicators for 1996 -2002’. D Kaufmann , A Kraay ,  
347 M Mastruzzi . *Draft for Comment*, 2003. The World Bank.
- 348 [Kaufmann and Kraay ( )] ‘Growth without governance’. D Kaufmann , A Kraay . *World Bank Working Paper*  
349 *Series*, 2002.
- 350 [Roodman ( )] ‘How to Do xtabond2: An Introduction to Difference and System GMM in STATA” Center  
351 for Global Development Working Paper Number 103. 71. United Nations Development Programme’. D M  
352 Roodman . *International Cooperation at the Crossroads: Trade and Security in an Unequal World*, (New  
353 York) 2006. 2005. 2005. PNUD.
- 354 [Adom ( )] *Investigating the impact of intra-regional trade and aid on per capita income in Africa: case study of*  
355 *the ECOWAS*, D A Adom . 2012. p. 600L. Department of Economics, Eastern Illinois University
- 356 [Amewoa ( )] *L’aide publique au développement permet-elle le développement en Afrique subsaharienne*, A K  
357 Amewoa . 2008. Limoges. (presse universitaire)
- 358 [Dalgaard and Hansen ( )] ‘On Aid Growth and Good Policies’. C-J. Dalgaard , H Hansen . *Journal of*  
359 *Development Studies* 2001. 37 (6) p. .
- 360 [Collier ( )] ‘On the Economic Consequences of Civil War’. P Collier . *Oxford Economic Papers* 1999. 51 p. .
- 361 [Dalgaard et al. ( )] *On the Empirics of Foreign Aid and Growth*, C Dalgaard , H Hansen , F Tarp . 2002.  
362 University of Nottingham, England (CREDIT Research Paper 02/08)
- 363 [Dalgaard et al. ( )] ‘On the empirics of foreign aid and growth’. C J Dalgaard , H Hansen , F Tarp . *Economic*  
364 *Journal* 2004. 114 p. .
- 365 [Boone ( )] *Politics and the effectiveness of foreign aid” centre for economic performance discussion paper no*,  
366 Boone . 1995.

- 
- 367 [Saad ()] *Quelle efficacité de l'Aide*, Ben Saad . 2012. (Publique au Développement ? Le cas du GHANA”  
368 Mémoire de Master 1)
- 369 [Djankov et al. ()] ‘The Curse of Aid’. S Djankov , J G Montalvoet , M R Querol . *Journal of Economic Growth*  
370 2008. 13 p. .
- 371 [Aubut ()] ‘The good governance agenda: who wins and who loses. Some empirical evidence for’. J Aubut .  
372 *Development Destin Studies* 2004. 2001. (Institute)
- 373 [Golden et al. ()] *The role and effectiveness of development assistance: Lessons from the World Bank Experience”*.  
374 *Department Economics Vice Presidency*, I Golden , H Rogers , N Et Stern . 2003. World Bank.
- 375 [Fischer ()] ‘The Role of Macroeconomics Factors in Growth’. S Fischer . *Journal of Monetary Economics* 1993.  
376 32 p. .
- 377 [Dollar and Easterly ()] ‘The Search for the Key: Aid, Investment and Policies in Africa’. D Dollar , W Easterly  
378 . *Journal of African Economies* 1999. 8 (4) p. .
- 379 [The White Man’s Burden: Why the West’s efforts to Aid the Rest have done so Little Good ()] *The White*  
380 *Man’s Burden: Why the West’s efforts to Aid the Rest have done so Little Good*, 2006. New York: The  
381 Penguin Press.
- 382 [Bulir and Hamann ()] ‘Volatility of Development Aid: From the Frying Pan Into the Fire?’. A Bulir , J Hamann  
383 . WP/01/ 167. *Policy Implications?” IMF Working Paper*, (Washington, DC; Washington, DC) 2006. (IMF  
384 Working Paper.WP/06/65)
- 385 [Rajan (2008)] ‘What does the Cross-Country Evidence Really Show’. Subramanian Rajan . *The Review of*  
386 *Economics and Statistics* 2008. November 2008. 90 (4) p. .
- 387 [Easterly and Pfutze ()] ‘Where Does the Money Go? Best and Worst Practices in Foreign Aid’. W Easterly , T  
388 Pfutze . *The Journal of Economic Perspectives* 2008. 22 (2) p. .
- 389 [Alesina and Dollar ()] ‘Who gives foreign aid to whom and why?’. A Alesina , D Dollar . *Journal of Economic*  
390 *Growth* 2000. 5 p. .
- 391 [Feulefack ()] « *Effets des Investissements Directs Etrangers et de la Gouvernance sur la Croissance Economique*  
392 *au Cameroun*, K L Feulefack . 2011. Master of Science en Sciences Economique, Université de Dschang (Thèse  
393 de)